

POLITIQUE/RELIGION | Ils seront 34 Vauclusiens à se rendre au Vatican à partir de demain

Rencontrer le pape en tant qu'élu, est-ce pécher ?

Des élus chez le pape. À partir de demain et jusqu'à mercredi, ils seront près de 270 de toute la région à se rendre au Vatican, notamment pour rencontrer le Saint-Père. Dont 34 Vauclusiens. A leurs frais, ou parfois à ceux de leur collectivité. Une confusion des genres et un sacrilège pour ceux qui n'ont pas souhaité être du voyage au nom de la séparation des Églises et de l'État, comme le député vauclusien Jean-François Cesarini (LREM). Sans des engagements pris de longue date, le président LR du Grand Avignon et maire de Villeneuve-lez-Avignon, Jean-Marc Roubaud, y serait bien allé. Il considère toutefois qu'il n'y a là aucune incompatibilité avec son mandat : « Nous sommes les élus de l'ensemble de la société et de toutes ses composantes, et la laïcité c'est de permettre à toutes les religions de pouvoir s'exercer. Ce n'est pas un combat contre toutes les religions. »

Un débat assurément légitime, qui n'a pas échappé aux libres penseurs (voir ci-dessous) et auquel Peppone et Don Camillo auraient pu donner les couleurs extravagantes de la comédie à l'italienne. Bref, le débat fait rage.

Une rencontre, pas un pèlerinage

S'il y en a un qui se frotte discrètement les mains, c'est bien Mgr Jean-Pierre Cattenoz, l'archevêque d'Avignon. Pas mécontent de voir s'accrocher à sa soutane un chœur d'élus qui se fichent comme de leur première hostie des sifflets qui vont accompagner cette virée papale. Pour eux, rencontrer François en audience privée vaut toutes les excommunications républicaines du monde. Ils ont rendez-vous avec le pape lundi à 12 heures.

C'est Mgr Cattenoz et son

homologue marseillais Georges Pontier qui sont à l'origine de cette initiative, dont la première revient à leur collègue de Lyon. Pour l'archevêque d'Avignon, il ne s'agit pas « d'un pèlerinage », mais d'une « rencontre ». Il n'y aurait donc aucun problème : « Inviter des élus à Rome c'est l'occasion pour eux de vivre des moments qu'ils ne vivront jamais, notamment en rencontrant le pape François qui dit souvent qu'il vaut mieux construire des ponts que des murs. C'est quelqu'un qui veut être au contact de notre monde d'aujourd'hui, c'est tout. À ceux qui s'offusquent de ce voyage, je dis tout simplement que le pape fait partie des personnalités du monde actuel. Quand le président américain ou russe le rencontre, personne ne dit que c'est un mélange des genres. C'est comme un voyage de travail, il est un chef d'État. »

Sur les 200 invitations lancées par l'archevêque d'Avignon aux élus, de toutes tendances confondues croyants ou non, un certain nombre d'entre eux n'ont pas daigné répondre. Notamment la socialiste Cécile Helle, dit-il, qui est pourtant le maire de la cité des papes. D'autres ont expliqué leur refus. Par conviction, ou pour des questions d'emploi du temps comme Thierry Lagneau par exemple. Le maire LR de Sorgues et vice-président du conseil départemental a, en effet, d'autres obligations ce week-end. Mais cette affaire ne le « choque pas » : « François est un chef d'État et il ne faut pas oublier les relations très particulières entre la Vaucluse et la papauté. »

Si Mgr Jean-Pierre Cattenoz n'a pas souhaité communiquer la liste des 34 élus qui vont poser pour la photo avec le pape, c'est « pour ne pas faire d'histoire ».

Patrice PALAU



34 élus vauclusiens vont rejoindre Mgr Cattenoz (ci-dessus) à Rome à partir de demain. Il aura une audience privée avec le pape François. Photos Donatella GIAGNORI / EIDON/MAXPPP et Le DL/Patrick ROUX

Messes, entrevue avec le président de la Banque du Vatican... un sacré programme

Un programme chargé attend les 34 élus vauclusiens qui vont se rendre à Rome. Par le moyen de transport de leur choix.

Dimanche à 19h30, ils ont rendez-vous au restaurant Terminal Gianicolo pour dîner avec les archevêques de la région. Lundi matin, les choses sérieuses commencent. À 9 heures, ils sont invités à une messe à l'autel de la Chaire de Saint-Pierre, présidée par le cardinal Mamberti, préfet du tribunal suprême de la signature apostolique. Une heure plus tard, ils vont rencontrer le secrétaire d'État du Vatican et le secrétaire pour les rapports avec les États.

Commençant à 12 heures, l'audience privée avec le pape est prévue pour durer jusqu'à 13h30. Après un déjeuner au Terminal Gianicolo, ils sont ensuite attendus par Jean-Baptiste de Franssu, qui n'est autre que le président de la Banque du Vatican, avant de passer un moment avec Andrea Riccardi, le

fondateur de la communauté Sant'Egidio. Sont aussi prévus "un temps d'échange" et une "prière pour la paix" à Santa Maria in Trastevere, puis un dîner via della Paglia.

Mardi, ils vont notamment rencontrer l'ambassadeur de France, villa Bonaparte, puis vont déjeuner à la villa Medici qu'ils vont visiter. Après une entrevue avec le cardinal Tauran, le président du Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux, à La Trinité des Monts, une deuxième messe les attend. Puis pour eux c'est "soirée libre" à Rome.

Mercredi, les élus vont rencontrer à

re0(d)-20(i)-20(r)-20(é(r)-2-20)-2-20ddde ardi

Jacques Bompard : « Je m'y rends parce que je trouve cela utile »

Le maire d'Orange, Jacques Bompard (Ligue du Sud), avait déjà rencontré le précédent pape et se réjouit de pouvoir faire la connaissance de François. Un pape « qu'il ne comprend pas aussi bien que le précédent ». « C'est une invitation de l'évêque d'Avignon et bien évidemment, j'ai eu envie d'y aller. C'est une rencontre qui promet d'être intéressante. »

C'est la mairie d'Orange qui finance ce déplacement.

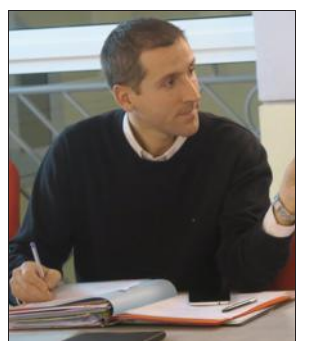
« Cela nous coûte entre 350 et 400 euros par personnes me semble-t-il », a avancé Jacques Bompard. « Lorsque nous allons à l'étranger pour des jumelages, c'est également la Mairie qui paie. Le processus est le même. Je m'y rends parce que je trouve cela utile. Par contre, certains maires s'entêtent toujours à se rendre au congrès des maires organisé chaque année alors que c'est inutile. »



Jacques Bompard sera du voyage.

Cairanne: Roger Rossin a répondu à « une invitation »

Le maire a donné l'information au dernier conseil. Comme d'autres, Roger Rossin a indiqué qu'il avait accepté l'invitation de l'archevêque de Marseille et qu'il se rendrait à Rome pour être reçu par le pape. « La commune ne paie aucun déplacement, c'est moi qui finance. » Montant du séjour : 520 € + 90 € de billets d'avion. « Je suis catholique pratiquant et ne l'ai jamais caché, et cela ne dérange personne. »



Roger Rossin, le maire du village de Cairanne.

M.-C. Bompard : « Le pape, également un chef d'État »

La délibération a fait grand bruit lorsqu'elle est passée en conseil municipal. Malgré cela, la maire de Bollène reste droite dans ses bottes.

Tout d'abord, elle répond à une invitation, dit-elle, c'est le Pape qui a souhaité « rencontrer des élus Français » et elle s'y rend « en tant que maire d'une ville française » insistant sur l'opportunité qui se présente à elle de pouvoir lui « apporter le témoignage d'un maire d'une commune de plus de 10000 habitants touchée par la pauvreté, l'immigration et l'islamisation, faire état de la détresse d'une grande partie du peuple français, des souffrances, que traverse notre peuple. »

« Le pape n'est pas qu'un chef religieux, c'est aussi un chef d'état qui doit comprendre la situation française pour



Marie-Claude Bompard.

éclairer ses prises de position récentes sur l'accueil sans condition de migrants. »

Le coût de ce déplacement s'élève à 370 €. « Le transport et l'hébergement ne seront pas pris en charge par la Mairie de Bollène. » Il s'agit de son premier déplacement de maire en 10 années de mandat souligne-t-elle.

La Libre Pensée rappelle la loi de 1905 et saisit le préfet

Dans un courrier adressé au préfet de Vaucluse, Jean-Christophe Moraud, le mouvement de La Libre Pensée a commencé par dénoncer la délibération du conseil municipal de Bollène (19 février dernier) d'entériner « la prise en charge par le budget de la commune des frais de transport et de séjour de madame le maire sur la base des frais réels, et éventuellement de ceux d'autres élus, pour un colloque d'échanges, de travail et de débats sur l'engagement des élus au service des habitants, au Vatican, du 11 au 14 mars à l'invitation lancée par Monseigneur Cattenoz, archevêque d'Avignon. »

Avant d'étendre le débat à l'ensemble des élus qui seront de ce voyage contro-

versé : « Monsieur l'Archevêque Pontier, président de la conférence des évêques de France, et monsieur l'Archevêque d'Avignon ont appelé publiquement les élus de notre région à participer à ce colloque catholique qui, comme l'a expliqué le chargé de communication du diocèse d'Avignon, comprend rien moins qu'une rencontre avec le pape et se fixe de faire découvrir le fonctionnement du Vatican, d'apporter un éclairage dans la réflexion, des occasions de mieux connaître l'Église catholique et d'avoir des échanges sur l'engagement politique en général. »

Pour les libres penseurs, ces élus violent la loi de séparation des Églises et de l'État de 1905 : « Une fois de

plus, l'Église catholique feint d'ignorer qu'en raison de la Séparation des Églises et de l'État les élus de la République ne peuvent pas participer à ces manifestations, fussent-elles baptisées colloque ou voyage d'étude. Cependant, les élus, pour leur part, doivent respecter la loi. »

C'est ainsi qu'ils demandent au représentant de l'État « de rappeler aux élus de notre département, maires, conseillers municipaux et conseillers départementaux, qu'ils ne peuvent engager des fonds publics pour le financement d'activités de nature confessionnelle et que leur éventuelle participation à ce colloque au Vatican ne peut se faire qu'à titre privé, sur leurs propres deniers. »